été dûment averti que ses services n'étaient plus requis. Sous de telles circonstances on ne doit faire aucune insinuation injuste ou peu convenable sur la conduite antérieurement suivie, on devra, au contraire, la justifier en autant que la vérité le permet ; car il arrive souvent que les malades sont mécontents lorsqu'ils ne sont pas immédiatement soulagés et comme plusieurs maladies se prolongent beaucoup, l'insuccès dans les premiers traitements n'est nullement un indice que le médecin n'avait ni habileté et ni connaissance professionnelle.

§ 5. Lorsque le médecin est appelé pour un cas presse, vu qu'on ne peut avoir dans le moment les services du médecin ordinaire de la famille, il doit, à moins que l'on ne désire son assistance dans la consultation, laisser le soin du malade au dernier aussitôt à son arrivée.

§ 6. Il arrive souvent que dans les cas de maladie soudaine ou d'accidents récents, les amis, dans un moment d'alarme ou d'anxiété, demandent simultanément les secours de l'art de plusieurs médecins. Dans ces circonstances, la courtoisie exige que le malade soit confié aux soins du premier qui arrive et qui pourra choisir parmi ses confrères ceux qui pourraient l'assister si tel aide était nécessaire. En de tels cas, toutefois, le praticien en fonction doit faire demander le médecin de la famille, s'il y en a un, et à moins que ses services ne soient encore requis, il doit remettre au dernier le traitement de la maladie aussitôt à son arrivée.

§ 7. Lorsqu'un médecin est appelé près du malade d'un autre praticien, en conséquence de la maladie ou de l'absence du dernier, au retour ou à la convalescence du médecin de la famille et avec le consentement du malade, il doit lui remettre le traitement de la maladie.

§ 8. Un médecin, lorsqu'il visite une personne malade dans le pays, peut être appelé à voir un malade voisin qui est sous la direction régulière d'un autre médecin, en conséquence de certains changements soudains ou de symptômes aggravants. La conduite à adopter en de telles circonstances c'est de donner un avis approprié aux circonstances présentes ; de ne pas intervenir plus qu'il n'est absolument nécessaire avec la manière générale du traitement ; de n'assumer aucune direction ultérieure, à moins qu'on ne le désire expressément ; et dans ce dernier cas, de faire une consultation immédiate avec le praticien antérieurement employé.

§ 9. Un médecin riche ne doit pas donner ses services gratuitement aux personnes dans l'aisance parce qu'il pourrait préjudicier ainsi à ses confrères en profession. On ne doit pas regarder les fonctions d'un médecin comme constituant un bienfait absolu et c'est frauder en quelque manière les fonds communs qui doivent le supporter lorsqu'il se dispense d'honoraires qui peuvent être justement réclamés.

§ 10. Lorsqu'un médecin, engagé pour assister à un cas d'accouchement est absent et qu'un autre est appelé, si l'accouchement a lieu pendant que le dernier est présent, il a droit aux honoraires, mais il doit commettre ensuite la garde de la malade au praticien qui a été le premier engagé.

ART. VII.—DES DISSIDENCES ENTRE MÉDECINS.

1. La diversité d'opinion et l'opposition d'intérêt, peuvent souvent faire naître des discussions et des disputes dans la profession médicale aussi bien que dans les autres. Lorsque de tels cas surviendront malheureusement et pourront être immédiatement réglés on pourra les soumettre à l'arbitrage d'un nombre suffisant de médecins ou d'une cour médicale.